

## LA DÉFENSE NATIONALE

LES CONTRATS RELATIFS AUX DDH-280—LA MISE AU COURANT DU MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale, bien qu'en fait j'aurais aimé la poser au ministre des Approvisionnement et Services. Ma question fait suite à celle que j'ai posée la semaine dernière au sujet des enquêtes sur les prétendues irrégularités intervenues dans les contrats de construction des DDH-280. Le ministre dirait-il maintenant à la Chambre si lui-même ou des fonctionnaires de son ministère savaient que des renseignements avaient été transmis au ministère des Approvisionnement et Services et avaient incité le ministère à entreprendre une enquête plus poussée sur les contrats ou les sous-contrats relatifs aux DDH-280?

**L'hon. James Richardson (ministère de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, j'ai déjà répondu par la négative à cette question. Depuis, le ministère a entrepris d'autres recherches, et ma réponse est toujours la même. Le ministère de la Défense nationale n'a transmis au ministère des Approvisionnement et Services aucun renseignements susceptibles de provoquer le genre d'enquête dont parle le député.

\* \* \*

## LA SANTÉ

L'HYDRARGYRISME CHEZ LES INDIENS DES RÉSERVES DE WHITE DOG ET GRASSY NARROWS—LA PUBLICATION DU RAPPORT—LE CAS DE LA REED PAPER COMPANY

**M. Stuart Leggatt (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et porte sur sa responsabilité concernant la santé des autochtones. Le ministre nous dirait-il pourquoi un rapport sur l'hydrargyrisme à la réserve de Grassy Narrows et White Dog, rédigé par son ministère, ne devait être publié qu'un an et demi plus tard, quand des scientifiques Japonais, enquêtant sur l'affaire, l'ont obligé à le publier?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Encore une fois, l'honorable député est au moins partiellement dans l'erreur. L'information contenue dans le rapport mentionné par l'honorable député se retrouve dans les documents qui ont déjà été déposés à la Chambre ou rendus publics. Il n'y a eu aucun retard ou délai pour rendre publique l'information qui était disponible.

[Traduction]

**M. Leggatt:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre. L'entreprise Reed Paper Company est propriétaire de l'usine de pâtes et papiers de Dryden, que l'on accuse de polluer la rivière English et, de ce fait, de nuire à la santé des autochtones

## Questions orales

de la région. Le ministre a-t-il été consulté par la commission d'examen de l'investissement étranger, qui a dernièrement approuvé la prise de possession de la Reed Paper Company? Nous dirait-il en outre si le civisme d'une entreprise est un critère pour la commission d'examen de l'investissement étranger?

[Français]

**M. Lalonde:** Pour autant que je sache, monsieur le président, il n'y a pas eu de consultation.

[Traduction]

**M. Leggatt:** Monsieur l'Orateur, j'ai une dernière question supplémentaire, que je poserai au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Nous dirait-il si nous allons continuer de faire appel à des hommes de science suédois et japonais pour protéger la santé de nos autochtones?

\* \* \*

## LES PARCS NATIONAUX

LE RÉSEAU DE CANAUX RIDEAU-TRENT—L'IMPOSITION DE DROITS D'ÉCLUSAGE—LE MONTANT ESTIMATIF DES RECETTES

**M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Elle concerne une initiative récente de son ministère, qui est de nature à nuire au tourisme dans le centre et l'est de l'Ontario. Le ministre a-t-il autorisé la décision, annoncée récemment par ses services, d'imposer des droits d'éclusage et autres taxes aux usagers du réseau de canaux Rideau-Trent? Dans l'affirmative, pour quelle raison?

**L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai bien donné cette autorisation, dans le but d'obtenir des canaux un revenu un peu plus élevé. Ces recettes, toutefois, ne représentent encore qu'un peu moins de 15 p. 100 des frais d'exploitation et d'entretien.

**M. Alkenbrack:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme d'après le budget les impôts à prélever auprès de l'ensemble des contribuables pour l'année 1975-1976 doivent être diminués, en a-t-il été tenu compte dans ces prévisions?

**M. Buchanan:** Monsieur l'Orateur, comme je l'expliquais l'autre jour, en réponse à une question du député de Hillsborough, le ministère a annoncé récemment l'adoption d'un programme quinquennal d'investissements qui s'élève à 400 millions de dollars environ. Dans le cadre de cet entreprise, il a été convenu que nous chercherions à tirer un revenu supplémentaire de l'exploitation des lieux historiques et des parcs nationaux.

**M. Alkenbrack:** Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Combien le ministre a-t-il prévu de prélever en 1976 auprès des usagers des canaux?

**M. Buchanan:** Sur l'ensemble de l'opération, 11,6 millions pour l'année 1975-1976.